

Walter Benn MICHAELS, *La diversité contre l'égalité*, Paris, Liber-Raisons d'Agir, 2009, 160 pages.

« *La diversité n'est pas un moyen d'instaurer l'égalité ; c'est une méthode de gestion de l'inégalité* ». Cette phrase, extraite du dernier opus des éditions Liber-Raisons d'Agir, *La diversité contre l'égalité*, pourrait à elle seule en résumer le propos. L'ouvrage, moins scientifique que militant, est la traduction de *The Trouble with Diversity. How We Learned to Love Identity and Ignore Inequality*, paru en 2006 aux Etats-Unis. Son auteur, Walter Benn Michaels, professeur d'anglais à l'Université de Chicago, se livre à une déconstruction très critique du principe de diversité culturelle, inhérent à un certain nombre de lois et de politiques publiques et privées occidentales, en particulier nord-américaines. Pour lui, la diversité est devenue, en l'espace de 30 ans, une auxiliaire privilégiée du néolibéralisme. Effet pervers ou stratégie délibérée ? L'auteur penche pour la deuxième solution : non seulement le capitalisme aurait fait des dispositifs anti-discriminatoires, anti-racistes ou de promotion de la différence — les trois étant souvent confondus sous la plume de W. B. Michaels - un ressort essentiel de son fonctionnement, mais les décideurs privés comme publics en auraient été les complices actifs. Dans l'enseignement supérieur, cela s'est manifesté par la mise en place de critères « raciaux » dans la sélection des étudiants et, au sein des entreprises, par le recrutement volontariste de personnes issues des minorités et de femmes et par un marketing « interculturel » — réponses aux attentes des consommateurs locaux, commerce équitable, attrait pour l'exotisme... En découlerait, à l'échelle de la société occidentale, une meilleure répartition des ressources entre les communautés blanches et noires (et autres) ou entre les hommes et les femmes, mais pas entre les riches et les pauvres.

W. B. Michaels accuse également les gauches politique et culturelle occidentales d'avoir, avec le relais de leurs médias et associations, renié leurs « fondamentaux » : elles auraient succombé à l'idéologie identitaire en se focalisant sur la notion de « respect de la différence », de tolérance, mais en oubliant l'objectif de justice sociale. Comble de l'ironie, la pauvreté finirait par être vue comme une différence culturelle comme une autre, ce qui éviterait opportunément de s'interroger sur les moyens de la réduire. Or, ajoute l'auteur, si définir l'identité d'un groupe ou d'un individu demeure très subjectif et très construit socialement — en effet, que signifie « être noir », qu'est-ce que la « culture juive » ? -, la pauvreté, de son côté, correspond à des indices économiques objectifs. Néanmoins, avec le management par la diversité, elle ne serait plus réellement prise en compte par les pouvoirs publics parce qu'elle n'existerait que dans la représentation que chacun se fait de sa situation. En d'autres termes : vous n'êtes pauvres que parce que vous vous sentez pauvre. Mais n'en ayez pas honte !

L'intention du livre est louable, tant le politiquement correct souvent associé au principe de diversité culturelle empêche d'en nuancer les fondements comme les conséquences. Il n'empêche que certaines positions de W. B. Michaels sont peu convaincantes, voire très contestables. Tout d'abord, s'il est exact que la chute du mur de Berlin a affaibli l'idée de lutte des classes au profit de la prise en compte des identités culturelles, lorsque l'auteur fait référence à la théorie du choc des civilisations de Samuel P. Huntington pour étayer son argument selon lequel la droite américaine a promu les politiques de diversité, il fait fausse route. Les néoconservateurs américains, pourtant ultra libéraux en économie, ont en effet toujours figuré parmi les adversaires les plus virulents de l'*affirmative action* - par ailleurs, contrairement à ce qu'en pense l'auteur, fort contestée par l'opinion publique aux Etats-Unis.

De la concurrence des discriminations...

Il est certes indéniable que les politiques de recrutement préférentiel fondées sur l'origine ont eu comme principal effet de renouveler l'élite économique, politique et intellectuelle, en France (concours Sciences-po « spécial ZEP ») comme aux Etats-Unis (admissions dans les universités prestigieuses). Ces dispositifs ont également péché par le fait qu'ils ont favorisé certaines diversités par rapport à d'autres (en France : *quid* des zones rurales ?). Une des raisons en est probablement le rapport complexe que l'Occident entretient avec son passé — esclavagiste aux Etats-Unis, colonial en France. Il n'empêche que la discrimination positive a incontestablement contribué à réduire certaines inégalités dans l'accès aux ressources.

Si W. B. Michaels admet que la ségrégation raciale a toujours fait primer la couleur de peau sur la classe sociale, par exemple dans les lois Jim Crow, il se trompe lorsqu'il affirme qu'« aucune question de justice sociale ne repose sur la capacité à apprécier la diversité raciale ou culturelle » : c'est oublier que les Noirs, aux Etats-Unis, n'ont cessé d'être les victimes directes et concrètes, sur les plans socio-économique, politique comme éducatif, des représentations collectives engendrées par la couleur de leur peau. W. B. Michaels reconnaît à demi-mot que l'argent discrimine plus certains groupes ethniques que d'autres, mais il pense que les inégalités sociales doivent être combattues en priorité et indépendamment d'autres considérations. En réalité, on le sait, elles sont aggravées par le racisme, le sexisme et beaucoup d'autres préjugés ; les individus et les groupes sont pris dans plusieurs étau. A adopter comme seul prisme d'analyse de la société la domination socio-économique, on passe à côté de beaucoup d'injustices, qui obéissent à des motivations diverses et qui souvent se cumulent. Il est *de facto* impossible d'opposer, et même de dissocier

les objectifs de reconnaissance et de redistribution, propres aux démocraties contemporaines : d'une part, le salaire est une forme de reconnaissance, de l'autre, la lutte contre les discriminations comme les recrutements préférentiels en fonction de la « race » ou du genre conduisent à une meilleure répartition des capitaux économique et culturel. Il est donc tout à fait réducteur de faire de la diversité une idéologie du *statu quo*.

Last but not least, on ne suit plus du tout W. B. Michaels quand il estime que le combat contre les discriminations faites aux femmes sur le marché du travail est, au mieux inutile, au pire délétère. Le procédé utilisé par l'auteur est tout aussi critiquable : il fait de l'exemple de cadres supérieures américaines ayant obtenu plusieurs millions de dollars d'indemnités pour discrimination sexuelle la preuve que c'est une affaire de riches. Laisser entendre, encore aujourd'hui, que le féminisme est une lutte bourgeoise ne peut que laisser le lecteur sceptique. L'aveuglement au racisme et au sexisme ne fait que renforcer les inégalités. Loin d'être concurrents, les différents combats contre les oppressions et les discriminations sont inséparables, et même complémentaires : aucune lutte n'est prioritaire sur une autre. La défense des droits des minorités et des femmes est bien plus souvent universaliste que particulariste, encore moins communautariste. Parce que cela concerne tout le monde : Noirs ou Blancs, hommes ou femmes, riches ou pauvres. L'humanité, en somme.

Marie-Cécile NAVES

Sociologue, Université d'Evry, Paris

Irina STANCIUGELU, *Les masques de la communication. De l'éthique à la manipulation et retour (Mastile comunicarii. De la etica la manipulare si înapoi)*, Bucarest, Tritonic, 2009, 304 pages.

Le livre d'Irina Stanciugelu s'inscrit dans les préoccupations constantes de l'auteure concernant le postmodernisme et la postmodernité de la perspective philosophique et culturelle. Le noyau dur du livre repose sur l'idée de l'éthique de la pratique des relations publiques qui se construit sur l'éthique des processus de communication qui la soutiennent. En fait, il s'agit d'une investigation des modifications que l'attitude postmoderne a produit dans l'éthique de l'époque contemporaine, avec une préoccupation particulière pour le spécifique des processus de communication de la société actuelle.

Articulé en trois chapitres, l'ouvrage suit une logique du recadrage progressif de la thématique majeure : une présentation du thème de l'éthique dans le contexte du double culturel moderne/postmoderne, d'une perspective philosophique, en passant par l'une des « facettes » de la postmodernité, à savoir la dimension communicationnelle, traduite en concepts comme « espace public » ou « communication comme processus d'influence », pour arriver à une vision aristotélique unificatrice des relations publiques et de leur rôle médiateur dans la société postmoderne.

Dans la première partie, le postmodernisme est mis en discussion dans sa double dimension, réactive et active, en passant par le tournant linguistique, pour arriver à l'herméneutique, en tant que métathéorie du postmodernisme. C'est ainsi qu'on place le problème éthique dans le contexte des théories postmodernes systématisées par Shapiro, qui en fait critique le courant postmoderne d'une perspective éthique « engagée » dans les problèmes auxquels l'homme se confronte dans la société contemporaine.

A la « recommandation » de Shapiro, l'auteur accorde une attention toute spéciale à deux théories fondatrices de la question de la morale postmoderne, la théorie de Zygmund Bauman, qui construit son éthique sur *la responsabilité*, et la théorie de Alasdair MacIntyre qui fonde sa théorie de la morale sur le concept de « vertu ». Pour Bauman, les concepts de Lévinas, « face » et « autre », deviennent des points de jonction d'une direction qui va vers la fondation ontologique de la morale. En même temps, l'éthique moderne est, dans son sens fort, le problème des philosophes, des formateurs, des prédicateurs. Idéalement, « l'éthique est un code de lois qui prescrit le comportement correct d'une manière universelle ». C'est pourquoi les « prescripteurs » des jugements éthiques mentionnés auparavant sont mis dans une position d'autorité qui leur est donnée par leur statut d'experts. D'autre part, MacIntyre propose une morale fondée sur *la pratique* qui suppose *la vertu*. La nature morale de l'homme et la pratique morale font partie de sa nature sociale, de sa qualité d'appartenir à une tradition qui a ses propres pratiques partagées par ses membres.

La seconde partie du livre traite de l'une des « facettes » de la postmodernité, à savoir la dimension communicationnelle, en opérationnalisant deux concepts fondamentaux, « espace public » et « communication comme processus d'influence ». Pour réaliser ce projet, l'auteur passe en revue les paradoxes de la postmodernité liés à sa compression spatio-temporelle, dans la conception des auteurs comme Zygmund Bauman, David Harvey, James Beninger. Dans ce contexte, l'accent tombe sur la société de l'information, dont les avatars changent l'idée d'espace public proposé par Habermas. L'auteur accorde un ample espace à la présentation de la théorie de l'espace public, à partir de son fondateur, jusqu'aux critiques apportés par Paul Beaud, Bernard Miège, Pierre Chambat, John Thompson etc. Un aspect important est lié, de ce point de vue, aux implications sociales des TIC, dont le plus proéminent est le

cyberespace comme nouvel avatar de l'espace public. Dans le nouveau contexte, les pratiques des relations publiques impliquent des aspects intimement liés à la question éthique, sous la forme de la communication sociale comme processus d'influence. A partir de la conception de Alex Mucchielli, pour qui influence, persuasion, manipulation sont des termes interchangeables, car « toute communication est une tentative d'influencer », dans le sens que l'influence est consubstantielle à la communication, Irina Stanciugelu propose une approche différente, qui met au centre de la démarche argumentative l'idée d'intention de l'émetteur et de responsabilité du récepteur qui transforment ainsi le processus d'influence sociale, lui apportant une dimension éthique. L'influence est donc vue comme le neutre de la communication, tandis que la persuasion devient le pôle plus et la manipulation le pôle minus. L'auteur y trouve des nuances ; elle distingue entre une « manipulation » comme effet de système au niveau du récepteur, due à la position de puissance et d'influence de la source, et une manipulation assumée, volontaire, souvent à mauvaise intention, de l'émetteur.

Le chapitre final est dédié exclusivement à l'activité de relations publiques de la perspective éthique qui touche d'ailleurs tous les sujets abordés le long du livre. On y propose une re-interprétation de l'activité de relations publiques par le biais de la perspective philosophique de départ, l'éthique aristotélicienne. Après avoir présenté les modèles de relations publiques, « anciens » et « nouveaux », l'auteur insiste sur la perspective éthique, en définissant les relations publiques comme *phronesis*. La problématique éthique est détaillée par deux des modèles éthiques les plus complexes et influents dans les relations publiques : le modèle de la responsabilité sociale et le modèle du professionnalisme. Dans ce contexte, l'auteure propose à la fin un idéal de sagesse pratique, un *phronimos* (ou le sage pratique d'Aristote) que serait in modèle de

professionnalisme en relations publiques de la perspective d'une éthique de la vertu.

Le livre de Irina Stanciugelu offre une perspective éthique de la communication, particulièrement des processus d'influence, en focalisant l'attention sur les pratiques de relations publiques. Il s'adresse aussi aux théoriciens et aux praticiens du domaine.

Nicoleta CORBU

Chargée de cours dr., Ecole Nationale d'Etudes
Politiques et Administratives, Bucarest